

* * * * *

ARRETE MODIFIANT TEMPORAIREMENT

**L'ARRETE DE POLICE A L'INTERIEUR
DES LIMITES ADMINISTRATIVES
DU PORT DE CHERBOURG**

« Réglementation temporaire de la circulation et du stationnement - quai d'Artimon et quai de Misaine – Port de plaisance Chantereyne - CHERBOURG-EN-COTENTIN - creusement d'une tranchée »

Le Président du Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code des transports ;
VU le code de la route ;
VU le code de l'environnement ;
VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière du 24 novembre 1967 modifiée ;
VU les conventions de transfert en date des 29 et 30 décembre 2006 portant application des articles 30 et 104 de la loi de décentralisation n°2004-809 du 13 août 2004, relatif aux modalités de mise en œuvre du transfert de compétence et de propriété des ports de Dieppe, de Cherbourg et de Caen-Ouistreham ;
VU l'arrêté préfectoral portant adhésion du syndicat mixte du port de Dieppe au syndicat mixte des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg ;
VU l'arrêté préfectoral n° 95-1238 du 20 novembre 1995 modifié, réglementant la police à l'intérieur des limites administratives du port de Cherbourg ;
VU l'arrêté portant règlement particulier de police et d'exploitation du port de Cherbourg du 21 mars 2019 ;
VU l'arrêté n°2021-066 en date du 31 août 2021, portant délégation de signature du Président du Syndicat Mixte Ports de Normandie ;
VU la demande de l'entreprise COLAS, en date du 7 juin 2024, pour creuser une tranchée sur la voie de circulation dans le but de passer la fibre optique, à l'angle du quai d'Artimon et du quai de Misaine, au port de plaisance Chantereyne à Cherbourg-en-Cotentin ainsi que d'occuper 6 places de stationnement pour leurs véhicules de chantier ;
CONSIDERANT les travaux réalisés par l'entreprise COLAS, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation et le stationnement.

ARRETE

Article 1 : La circulation est temporairement **modifiée du 19 au 25 juin 2024 inclus**, à l'angle du quai d'Artimon et du quai de Misaine, au port de plaisance Chantereyne à Cherbourg-en-Cotentin, comme indiqué en jaune sur le plan annexé au présent arrêté, afin de permettre à l'entreprise COLAS de creuser une tranchée.

La circulation s'effectue par alternance en demi-chaussée.

Article 2 : Le stationnement est temporairement **interdit du 19 au 25 juin 2024 inclus sur le parking du magasin Cherbourg Plaisance**, à l'angle du quai d'Artimon et du quai de Misaine, au port de plaisance Chantereyne à Cherbourg-en-Cotentin, comme indiqué en bleu sur le plan annexé au présent arrêté, afin de permettre à l'entreprise COLAS d'y stationner leurs véhicules de chantier.

Article 3 : Une signalisation adéquate est mise en place par l'entreprise COLAS pendant la durée des travaux afin de garantir la sécurité des usagers portuaires, et des automobilistes, y compris pour les cyclistes et les piétons, conformément à la réglementation en vigueur. La signalisation doit toujours être adaptée, cohérente, crédible, lisible et entretenue.

La pose, l'entretien et la dépose de la signalisation sont à la charge de l'entreprise COLAS.

Article 4 : Toutes infractions aux dispositions énoncées aux articles précédents seront constatées et poursuivies conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général du SYNDICAT MIXTE OUVERT PORTS DE NORMANDIE, Monsieur le Maire de CHERBOURG-EN-COTENTIN et l'entreprise COLAS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Une ampliation sera adressée à :

- L'entreprise COLAS pour exécution et affichage ;
- Madame la Responsable du port de plaisance Chantereyne pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Maire de Cherbourg-en-Cotentin pour information et affichage ;
- Monsieur le Commandant du Port de Cherbourg ;
- Monsieur le Commandant du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Manche ;
- Monsieur le Commissaire de Police de Cherbourg ;
- La Police Municipale de Cherbourg-en-Cotentin.

Saint-Contest, le 10 juin 2024

**Pour le Président du Syndicat Mixte
et par délégation
Le Directeur Général**

Philippe DEISS

Annexe : PLAN

Affiché le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de 2 mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.